

Prolongement de l'autoroute 19 et nouvelle politique de mobilité durable Des priorités à revoir

Montréal, le 24 mai 2013 – TRANSIT, l'Alliance pour le financement des transports collectifs au Québec, se désolé de la décision du gouvernement du Québec de prolonger l'autoroute 19. Le gouvernement prépare actuellement une politique de mobilité durable qui veut rompre avec le passé, et l'annonce d'aujourd'hui ne passe pas la barre des critères en cours d'élaboration. Le Québec manque désespérément d'argent pour l'entretien de ses routes et réseaux de transports collectifs. Dépenser l'argent des contribuables dans le développement, l'élargissement et le prolongement des autoroutes est la pire des avenues, et aggrave le fardeau de maintien d'actifs de transports, dans un contexte où il urge de développer les transports collectifs.

« Le nombre d'automobiles croît déjà deux fois plus rapidement que la population dans la couronne nord de Montréal. En poursuivant le développement autoroutier en périphérie de Montréal, Québec renforce ce cercle vicieux qui ne peut mener qu'à plus de congestion routière », a affirmé Karel Mayrand, directeur général pour le Québec de la Fondation David Suzuki. « Le développement routier est un cul-de-sac. Nous espérons un réel virage de la part de ce gouvernement », a-t-il conclu.

Une politique de mobilité durable qui doit réorienter la planification des réseaux

« Alors que se tiennent les consultations sur la prochaine politique, le signal envoyé par les participants est de prioriser la rénovation des réseaux routiers et de transports collectifs existants et de développer des alternatives à l'automobile pour réduire la congestion. La priorité de développement, ce sont les transports collectifs, comme l'ont soutenu les grandes organisations québécoises qui ont signé la déclaration pour la mobilité durable » soutient Florence Junca-Adenot, directrice du Forum Urba 2015 et professeur à l'UQAM. « La prochaine politique doit établir des critères de choix qui nous permettront de mieux planifier les transports métropolitains ».

TRANSIT recommande depuis 2011 à Québec de suspendre le développement et le prolongement des autoroutes urbaines, de mettre fin au bar ouvert du routier, dont les budgets explosent depuis dix ans. Comme de nombreux intervenants québécois, elle propose, de plus, d'affecter au moins 30% des investissements transports aux transports collectifs.

- 30 -

À propos de TRANSIT

Depuis sa création en août 2011, TRANSIT a fait état de plusieurs recommandations pour pallier la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transports collectifs à atteindre leurs objectifs d'achalandage d'ici 2020, dont l'ajout d'une série de mesures de mitigation lors des grands travaux routiers, une suspension du développement des infrastructures routières dans les régions urbaines au profit de la réfection des routes et des transports collectifs, le prolongement et l'augmentation du financement de la politique québécoise sur le transport collectif *via* le Fonds vert et l'utilisation du Fonds Chantiers Canada pour financer les projets de transports collectifs au Québec.

Dans le contexte actuel de crise des infrastructures de transports, TRANSIT se veut un lieu de convergence des analyses et des solutions en matière de transports durables au Québec. Sa mission est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens d'en bénéficier. Plus de cinquante organisations réparties sur tout le territoire du Québec sont membres de TRANSIT, qui compte également sur le soutien d'un comité d'experts en matière de transports et d'urbanisme. Pour devenir membre, pour consulter la liste des organismes membres et lire les publications : www.transitquebec.org.

Renseignements :

Philippe Cousineau Morin

[514-799-1906](tel:514-799-1906)

info@transitquebec.org